

Suède: les origines économiques de la montée de l'extrême droite

 mediapart.fr/journal/economie/060918/suede-les-origines-economiques-de-la-montee-de-l-extreme-droite

Romarcic Godin, *Mediapart*, 6 septembre 2018

Le succès attendu du parti xénophobe des Démocrates de Suède (SD) aux élections au Riksdag, le parlement suédois, le 9 septembre, est parfois présenté comme la preuve qu'une économie florissante n'est pas un barrage efficace contre la montée de l'extrême droite. Et il est vrai que les grands agrégats du royaume scandinave ont de quoi faire rêver plus d'un pays européen, et pas seulement la France.

L'an passé, le PIB réel suédois a ainsi crû de 2,7 %, contre 2,5 % en Allemagne et 2,3 % en France. La Suède fait mieux que ces deux pays depuis 2012 sans discontinuité. Depuis 2010, la richesse suédoise a progressé de 17,3 % contre 13,7 % pour l'Allemagne et 8,8 % pour la France (laquelle néanmoins, rappelons-le, affiche une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro, soit 8,3 %). Bref, la Suède fait la course en tête. Et elle continue puisque, au deuxième trimestre 2018, elle a affiché une croissance de 1 % sur trois mois, soit le double de l'Allemagne et cinq fois le rythme français...

Parallèlement, le déficit public s'est mué depuis 2015 en excédent qui a atteint 1,3 % du PIB en 2017, soit un niveau équivalent à l'Allemagne et loin du déficit de 2,6 % affiché par la France. La dette publique a logiquement reculé à 40,6 % du PIB après être montée à 45,5 % en 2012. Certes, c'est un niveau encore supérieur à celui d'avant-crise, mais il est très loin de ceux que l'on rencontre en zone euro, même parmi les meilleurs élèves. Enfin, le taux de chômage suédois au sens du Bureau international du travail de juillet 2018, à 6,4 % de la population active, est certes supérieur à l'allemand (3,4 %), mais il est en deçà de la moyenne européenne et bien inférieur au niveau français (9,2 %).

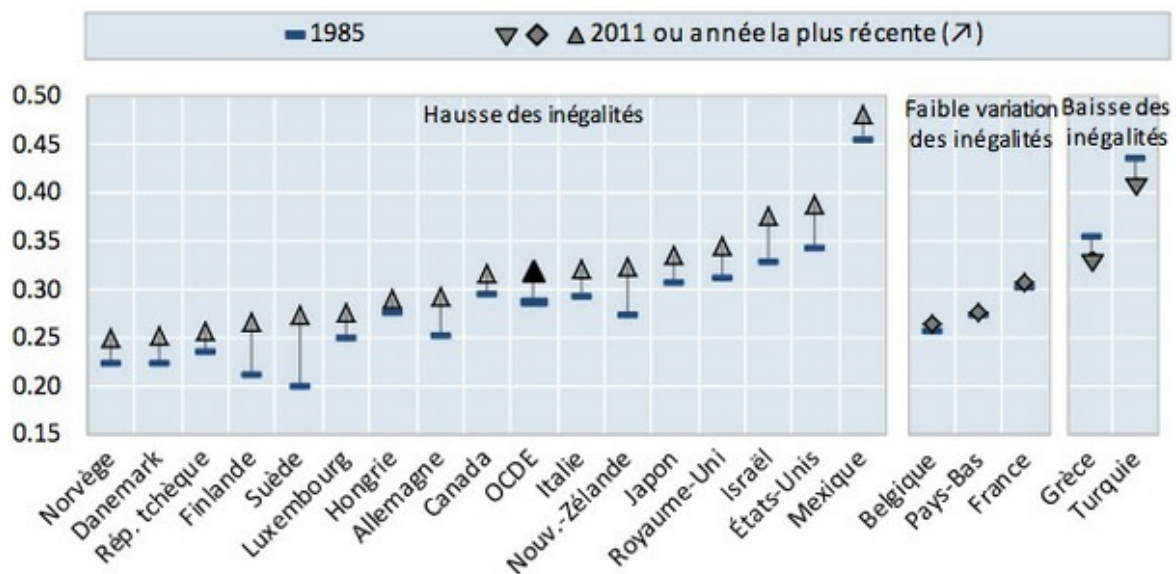
Croissance du PIB réel en France et en Suède. © OCDE

Si l'on s'en tient à cette vision sommaire, rien, effectivement, ne justifierait un mécontentement profond de l'opinion. La Suède reste un modèle des « réformateurs » européens qui attribuent son succès à celui des réformes libérales engagées dans les années 1990, après la grande crise nordique de 1991-1994. Pourtant, il est utile d'y regarder de plus près. D'abord parce que cette croissance s'explique davantage par des causes différentes : dévaluation et bulle technologique dans les années 1990, bulle immobilière continue et politique monétaire ultra-agressive dans les années 2000 avec un taux de refinancement négatif depuis 2014. Mais surtout, derrière le succès apparent se cache une réalité socioéconomique plus complexe qui a créé un terreau favorable à l'extrême droite.

Le premier élément est la croissance des inégalités. L'expansion suédoise n'est pas ressentie de la même manière par tous. Avec les « réformes » des années 1990, approfondies à partir de 2006 par le gouvernement conservateur et sa politique de baisse de la fiscalité sur les hauts revenus, sur les entreprises et sur le capital (baisses qui sont devenues un modèle pour Emmanuel Macron) ainsi que de réduction des transferts sociaux pour que « *le travail paie* » (slogan également repris par Emmanuel Macron), ce pays a vu les inégalités exploser. Certes, compte tenu de son point de départ, la Suède demeure encore un pays très égalitaire, mais les écarts de revenus se creusent depuis trente ans et la tendance est à l'accélération.

1. Les inégalités de revenu se sont creusées dans la plupart des pays de l'OCDE

Coefficient de Gini, milieu des années 1980 et 2011-12



Évolution du coefficient de Gini entre 1980 et 2011. © OCDE

Une donnée venant d'Eurostat illustrera bien ce phénomène : entre 2006 et 2016, la part des 1 % les plus riches dans le revenu national est passée de 3,6 % à 5,1 %. En 2006, cette part était la plus faible des pays nordiques, elle est désormais la deuxième plus élevée après le Danemark. Les riches suédois captent désormais plus de revenus que leurs équivalents finlandais ou norvégiens, ce qui n'était pas le cas voilà dix ans. Parallèlement, la part des revenus des 10 % les plus modestes est passée de 3,3 % à 3,1 % du revenu national. C'est le plus faible niveau des États nordiques et c'est moins que la France (3,6 %).

Logiquement, les inégalités se sont donc creusées. Selon l'OCDE, le coefficient de Gini (qui mesure sur une échelle croissante de 0 à 1 les inégalités de revenus) de la Suède est passé entre 2013 et 2016 de 0,268 à 0,282. Une progression très rapide et supérieure par exemple à l'évolution de ce coefficient en Grèce durant l'ensemble de la crise de ce pays. En France et en Belgique, ce coefficient a reculé pendant la même période et le niveau belge est même désormais inférieur au niveau suédois. Et si le phénomène de creusement des inégalités est un phénomène commun à tous les pays nordiques, la

Suède est désormais largement le pays le plus inégalitaire de l'ensemble de la région, devant la Norvège (avec un coefficient de Gini de 0,272, le Danemark de 0,263 et la Finlande de 0,262).

Pour un Suédois moyen, les seules comparaisons valables en termes d'inégalités ne peuvent être que l'évolution dans le temps et la comparaison avec ses voisins directs aux modèles proches. Insister sur le fait que la Suède reste un pays très égalitaire au regard de la France (dont le coefficient de Gini calculé par l'OCDE était en 2016 de 0,295) ou de l'Allemagne (qui affiche un coefficient de Gini de 0,293) est une maigre consolation. La réalité mesurable par le citoyen est celle d'un creusement rapide et constant des inégalités.

Taux de pauvreté en Suède et dans d'autres pays. © OCDE

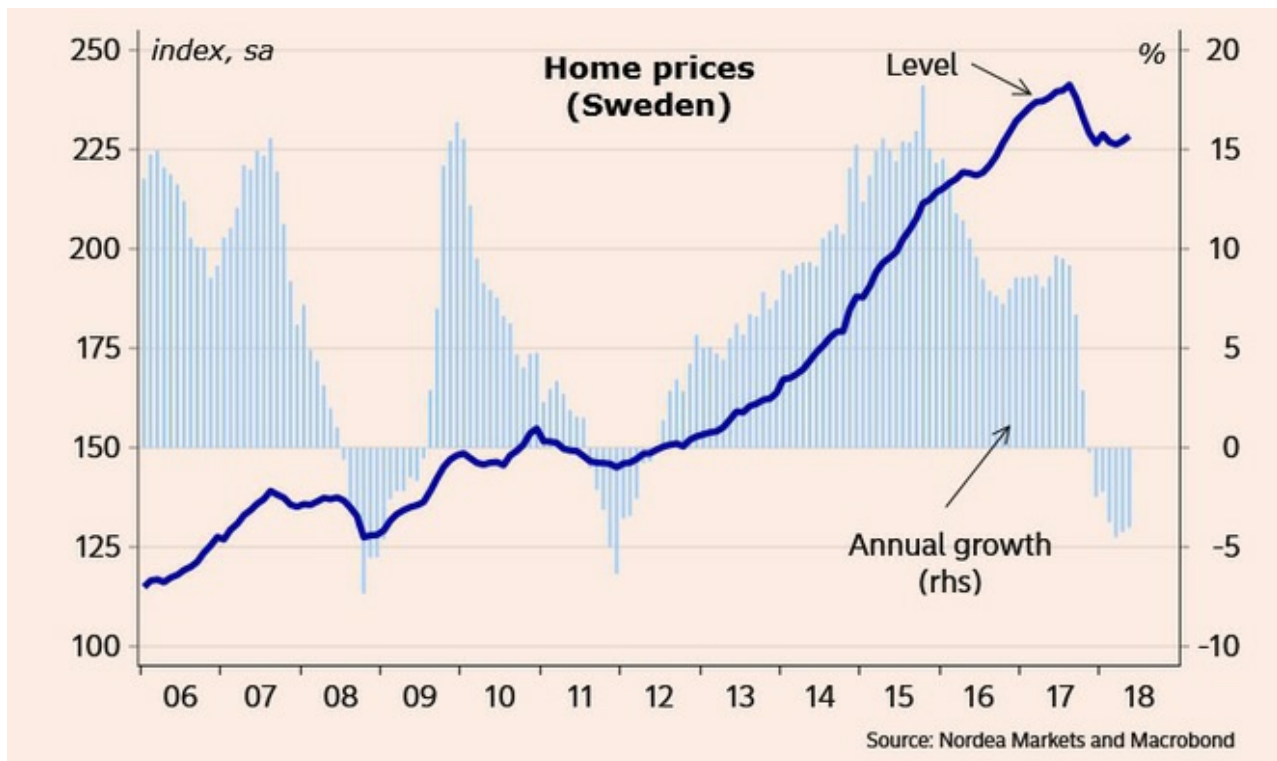
Parallèlement, la pauvreté est également élevée. Le taux de pauvreté de l'OCDE (calculant la part de la population disposant de la moitié du revenu médian) s'établit pour la Suède à 9,1 %. C'est là encore le plus haut niveau de la région nordique où le Danemark et la Finlande affichent les niveaux les plus bas (5,5 % et 5,8 % respectivement) et c'est même davantage que la France (8,1 %). Si l'on observe le taux de personnes en risque de pauvreté calculé par Eurostat, on constate que le taux suédois se situe à 18,3 %, soit 1,6 point de plus qu'en 2008. C'est un taux proche du niveau français (18,2 %) et qui est très largement supérieur, là encore, à celui du reste des États nordiques comme le Danemark (16,8 %), la Finlande (16,6 %) ou la Norvège (15,3 %). De façon significative, on constate que des pays à la croissance inférieure à la Suède affichent une évolution des inégalités et de la pauvreté beaucoup plus favorable que la Suède. C'est la preuve que la croissance – indéniable – de la Suède est très fortement inégalitaire et mal répartie.

Un référendum sur le « Welfare State »

Ce creusement des inégalités s'est accompagné de deux phénomènes qui ont encore frappé les plus fragiles : la réduction des services publics, dans la foulée de la politique visant à dégager des excédents primaires. Cette politique est souvent présentée comme un modèle par les partisans de la baisse des dépenses publiques. Mais elle est désormais au cœur des interrogations des Suédois alors que l'accès à la santé se dégrade et que l'éducation, qui est désormais privatisée à plus d'un tiers dans un cadre marchand, affiche des résultats de plus en plus préoccupants. Les deux grands partis traditionnels, Sociaux-démocrates et Modérés, promettent d'ailleurs de réinvestir massivement, près de 20 milliards de couronnes suédoises (environ 1,9 milliard d'euros) dans ce domaine de l'État social.

Enfin, un des moteurs de l'exceptionnelle croissance suédoise a été la bulle immobilière, elle-même alimentée par l'endettement des ménages favorisé par les taux très bas pratiqués depuis 2012 par la Riksbank, la banque centrale. Le taux d'endettement des ménages représente ainsi 176 % du PIB (c'est 106 % en France). Les prix de l'immobilier suédois ont pratiquement doublé en dix ans, notamment dans les grandes villes. Certes,

le système suédois des prêts, où l'on rembourse peu le capital, a permis de réduire le poids du logement dans le revenu disponible brut depuis la crise, grâce aux taux bas. Par ailleurs, les prix ont commencé à reculer depuis 2016. Mais la part du logement dans le revenu des ménages reste élevée, à 21,7 % en 2017 selon Eurostat. Surtout, l'envolée des prix rend le logement dans les agglomérations très difficile d'accès pour les plus fragiles.



Évolution des prix de l'immobilier suédois. © Nordea

Au bout du compte, le succès économique suédois semble laisser beaucoup de monde sur le bord de la route. Cela ne signifie certes pas que la Suède est un enfer, comme le prétendent certains milieux d'extrême droite aux États-Unis, mais que le modèle suédois, jadis très fortement redistributif, a évolué dans un sens plus inégalitaire. Mais la Suède demeure évidemment une nation prospère et plutôt égalitaire au regard de nombreux autres États européens. C'est ce qui explique le caractère ambigu du « modèle suédois » souvent présenté par les partisans des réformes néolibérales et par leurs opposants. Les premiers estiment que le bien-être suédois s'explique par les réformes, tandis que les seconds insisteront sur les éléments de résistance de l'ancien cadre issu de la social-démocratie des années 1930-1980.

Mais du point de vue suédois, une telle évolution ne peut être perçue par beaucoup que comme une dégradation de l'ancien modèle. Aussi crée-t-elle des tensions sociales, notamment chez les perdants de la nouvelle donne qui sont très nombreux comme on l'a vu. Cette évolution n'a pu que créer des tensions sociales qui sont exploitées par l'extrême droite qui déploie un discours plaçant l'immigration comme sa cause principale.

Les Démocrates de Suède prétendent ainsi vouloir faire de l'élection du 9 septembre un « référendum sur le Welfare State » où il faudrait choisir entre immigration et État social. Même si ce sont bien davantage des choix politiques concernant les dépenses publiques

et les transferts sociaux qui sont à l'origine de cette modification du modèle suédois.

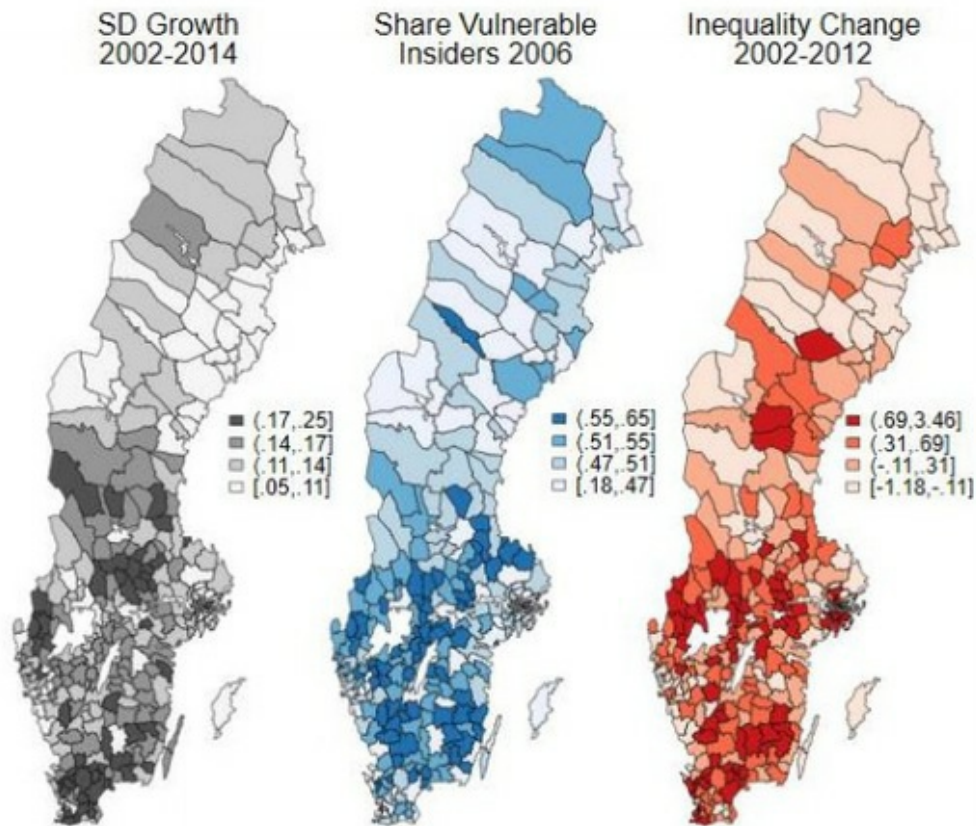


Figure 9: Geographical distribution the Sweden Democrat's growth 2002-2014, share of vulnerable insiders 2006, and growth of inequality 2002-2012.

Part du vote SD, de la vulnérabilité économique et du creusement des inégalités. © Ernesto Dal Bó, Frederico Finan, Olle Folke, Torsten Persson, and Johanna Rickne Une étude fouillée publiée en août par cinq chercheurs (*et que l'on trouvera ici*) a mis en évidence le lien entre les perdants de cette nouvelle croissance suédoise et le vote pour les SD. « Nous avons découvert que les groupes sociaux qui ont fait face à un déclin relatif de leur revenu et à une insécurité plus élevée de l'emploi sont surreprésentés parmi les électeurs et les hommes politiques Démocrates de Suède », expliquent les auteurs. Cette corrélation est également évidente avec ceux qui ont le plus perdu lors des réformes de 2006 qui ont tant inspiré le gouvernement français actuel. Les cartes ci-dessus montrent combien le vote Démocrates de Suède correspond aux parties les plus vulnérables de l'économie suédoise. Bref, repousser l'explication économique à la montée de l'extrême droite en Suède est une erreur. Une croissance inégalitaire peut conduire également à ce type de phénomènes. Vouloir à tout prix produire de la croissance en pensant qu'elle pourvoira à tout n'est donc sans doute pas la solution à ces tensions politiques.